

L'heure est à la diversification

La dépendance de notre pays vis-à-vis des produits pétroliers est de près de 60%, ce qui est porteur de risques. Pour de nombreuses applications, le gaz naturel offre une alternative techniquement et commercialement équivalente, dotée d'une plus-value écologique. Le «retard» de la Suisse en matière de gaz naturel est regrettable, car la protection de l'environnement plaide aussi pour cet agent énergétique. Après son extraction, le gaz naturel n'a pas besoin de subir un processus de transformation polluant en raffinerie; c'est une substance non toxique pour l'homme et la faune, ainsi que pour les sols et les eaux; il est exempt d'azote organique lié et de soufre. A la combustion, il ne dégage pas de suie ni de métaux lourds dans l'environnement; il émet enfin 25% moins de CO₂ que le mazout.



Jean-Marc Hensch
Directeur de l'Association suisse de l'industrie gazière (Asig), Zurich
www.gaz-naturel.ch

La Suisse dépend à 60% du pétrole, même s'il existe de très fortes différences d'un domaine à l'autre. Dans la production électrique, l'or noir ne joue aucun rôle. Sur le marché thermique, où il occupe une position dominante, il existe de nombreux substituts, qui ne cessent de gagner du terrain (gaz naturel, électricité, bois et chauffage à distance); dans le domaine de l'énergie industrielle, le gaz naturel occupe une place importante dans les zones raccordées au réseau. La dépendance vis-à-vis du pétrole est par contre dramatique dans le domaine des transports terrestres et, dans celui des transports aériens, on peut même parler de monopole.

La Suisse est en dessous de la moyenne européenne en matière de gaz naturel

Dans la majeure partie de ces domaines, le gaz naturel peut se substituer au pétrole dans de bonnes conditions techniques et commerciales. En diversifiant les sources d'énergie utilisées, il permet également de réduire les risques inhérents à la dépendance. Dans ce contexte, comment se fait-il que la Suisse utilise moitié moins de gaz naturel (12%) que ses voisins?

- en Suisse, les conditions topographiques renchérissent fortement la construction des réseaux gaziers;
- la Suisse n'a pas de «tradition charbonnière»; elle n'a donc pas subi de pression pour trouver un substitut à cet agent énergétique considéré comme «sale»;
- la Suisse ne produit pas (encore?) d'électricité dans des centrales à cycle combiné. Dans d'autres pays, la substitution du gaz naturel au pétrole lourd et au charbon pour la production électrique s'inscrit dans le cadre de la politique climatique. Comme la production électrique suisse est largement fondée sur des procédés n'émettant pas de CO₂, ces centrales posent dans notre pays un problème climatique, qui n'est certes pas insoluble;
- enfin et surtout, le monde politique suisse n'a toujours pas réduit l'imposition du gaz naturel utilisé comme carburant, pourtant trois fois plus lourde que dans l'UE, tandis que notre pays reste une sorte d'eldorado pour le «tourisme de l'essence».

La diversité géographique des sources d'approvisionnement

La dépendance par rapport aux pays exportateurs de pétrole est notoire. Il est vrai que le gaz naturel est aussi importé à 100% en Suisse, mais la demande de gaz naturel en Europe occidentale est couverte à plus de 60% par la production de cette même partie du continent. Au rythme de la consommation actuelle, les réserves prouvées de gaz naturel sont suffisantes pour 67 ans, soit deux fois plus que le pétrole. Le litige gazier entre la Russie et l'Ukraine a, toutefois, montré qu'il faut répartir notre approvisionnement sur une aire géographique très large et l'assortir de contrats à long terme conclus avec des partenaires fiables dans des pays politiquement stables pour éviter une pénurie.

Nos fournisseurs disposent de grandes capacités de stockage souterrain, que la géologie ne permet pas d'avoir en Suisse, et qui peuvent être mises à contribution pour surmonter une diminution temporaire de l'approvisionnement. Les pays fournisseurs voisins ont une fonction de tampon pour la Suisse. Douze points d'entrée à la frontière avec l'Allemagne, l'Italie et la France assurent l'approvisionnement du pays.

Réduire les émissions et la dépendance

Le risque le plus important encouru par la Suisse est celui de la dépendance pétrolière dans le domaine des transports, c'est donc ici qu'il faut porter l'effort. Le gaz naturel, surtout lorsqu'il est combiné à du biogaz indigène neutre en termes de CO₂, offre une solution de remplacement commercialement et techniquement tout à fait au point. Les 2000 véhicules à gaz naturel qui roulent en Suisse ne représentent pas encore le millième des quelque 3,5 millions d'immatriculations de ce pays. Notre industrie gazière s'attache à développer à ses frais un réseau de stations de remplissage, qui a dépassé les 60 unités aujourd'hui; l'objectif est d'atteindre la centaine à l'horizon 2007. Il appartient maintenant au monde politique d'aider les carburants gazeux à percer en révisant rapidement la loi sur l'imposition des huiles minérales, pour réduire à la fois les émissions et la dépendance vis-à-vis du pétrole dans le domaine des transports. ■